

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse und Info

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 51/85 V e r t r a u l i c h

Visite du Président de la République italienne Cossiga au Tessin (14 et 15 décembre):

Président Cossiga, qui avait tenu à rencontrer, en visite privée, Président Furgler, connu alors que les deux présidents s'occupaient, comme ministre de l'intérieur et chef du Département de justice et police, de la lutte antiterroriste, a doublé ses entretiens en tête à tête avec président de la Confédération, les 14 et 15 décembre, de visites à Bellinzone, Locarno et Lugano, où il a été reçu par le gouvernement tessinois, les syndicats des trois villes et la représentation tessinoise aux Chambres fédérales.

Accompagné de sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Fioret, il a également voulu s'entretenir avec Ambassadeur Pianca, qui faisait partie pour notre Département de la délégation de M.Furgler, des problèmes et des travaux de la Commission culturelle consultative italo-suisse (Consulta), manifestant un grand intérêt pour l'oeuvre commune d'échanges et de contacts dans le domaine culturel entre le Tessin, les Grisons de langue italienne, la Lombardie et le Piémont.

Letzte Zeile

Datum: 16.12.1985
 Tel. intern 30 53

Visum:



CH. LDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Priorität <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Faktura <input type="checkbox"/>	Text erg. <input type="checkbox"/>	F.I. <input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash			

Absender Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Entretiens BRE et le Secrétaire général du MAE italien, Renato RUGGIERO, à Berne, le 13 décembre 1985:

1. BRE a présenté notre appréciation du déroulement de la rencontre Reagan-Gorbatchev de Genève, dont les résultats sont somme toute meilleurs que prévus, même si rien de tangible à court terme n'en est sorti. Contacts personnels entre deux dirigeants ont permis à une chimie particulière de s'établir. Gorbatchev, parfait produit du système soviétique, agile d'esprit et sûr de lui, sait écouter. Si les Américains parlent de rétablir la confiance, les Soviétiques ne mentionnent que la détente, ce qui demeure point de référence différent. Europe a rôle à jouer pour permettre non seulement négociations mais aussi résultats concrets. R. estime perspectives de dialogue meilleures qu'auparavant, notamment en raison de confiance en soi américaine. Soviétiques craignent SDI vu leur retard technologique et de leurs soupçons qu'il pourrait prendre caractère offensif. Mais il est positif qu'ils n'aient pas insisté sur mention dans communiqué final. BRE regrette que certains Européens ne voient pas caractère avantageux de SDI, qui augmente crédibilité de l'engagement américain en Europe.

2. Moyen-Orient. BRE: USA semblent actuellement moins intéressés à faire avancer les choses. L'Europe aurait un rôle à jouer dans une région qui dépend d'elle, en favorisant une Conférence sur le Moyen-Orient. Il existe une volonté de négocier en Israel, mais pas

Letzte
 Zeile

84 150 000 24665

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum:

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

à tout prix. Il est dommage qu'Arabes ne saisissent pas que le jour où des négociations auront commencé, ils auront déjà de ce fait gagné une manche. Pour R, l'Europe ne peut cependant pas faire beaucoup de chemin sans l'appui des Etats-Unis. Raid de Tunis indique changement d'attitude de Peres, et la possibilité de négociations avec les Palestiniens s'éloigne à nouveau. Or trois conditions sont indispensables au processus de paix: la perspective d'une assise territoriale palestinienne, la participation de l'OLP et celle de l'URSS.

3. Afrique australe: BRE souligne que l'Europe ne peut se borner à offrir de restructurer dettes sud-africaines en contrepartie de réformes politiques. L'Occident gagnerait à proposer de normaliser ses relations politiques avec l'Afrique du Sud si des réformes politiques y sont introduites. R voit deux facteurs aggravants: la montée des extrémismes blancs et noirs, ainsi que le facteur temps, qui tend à jouer en défaveur d'une solution. R cherchera à pousser au sein de la communauté notre idée d'une ''carotte'' politique à offrir aux dirigeants sud-africains.

4. Falklands / Malouines: BRE confirme que rien n'est actuellement en cours entre l'Argentine et la Grande-Bretagne. Cette dernière s'est montrée inflexible à l'ONU. R estime cette attitude regrettable, et l'impute au seul Premier Ministre britannique.

Letzte Zeile

84 150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

ALL. EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

5. Organisations internationales: L'Italie et la Suisse analysent semblablement la nécessité de réformer l'UNESCO de l'intérieur. L'élection de Hocké a par ailleurs démontré les faiblesses du principe d'un candidat communautaire en toutes circonstances. Un gentleman's agreement sur une clé de répartition entre candidats occidentaux à des postes internationaux serait souhaitable. BRE a expliqué mécanismes de notre campagne pour l'entrée à l'ONU.

6. Questions bilatérales: PIA a plaidé en faveur de l'institutionnalisation de la Consulta, nécessaire pour favoriser la vie culturelle du Tessin, partie intégrante et remarquable de la culture lombarde. R considérera désormais cette affaire comme prioritaire dans la politique culturelle italienne. R insiste pour que des progrès supplémentaires soient faits dans le domaine des assurances sociales, et compte sur l'attitude ouverte de la Suisse au sujet de la tenue à Gênes d'une exposition universelle en 1992.

Wirtschaftsgespraechе Sommaruga - R.:

Wirtschaftsgipfel; Mitterrand hatte in Bonn Buerokratisierung des Wirtschaftsgipfels beanstandet. Fuer Tokio sollen dem Thematic paper, das fuer Pressecommuniqué dient, vier Diskussionspapiere ((a) *(b) Verschuldung, (c)internationales Handelssystem, (d) Rohstoffe) vorgeschaltet werden. Zuletzt soll annotated Agenda fuer freie Diskussion Staatsoberhaeupter sorgen. Damit soll sichergestellt werden, dass Gipfel erneut noetige politische Impulse gibt, nicht

Letzte
 Zeile

14 150 000 23665

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum:

ALL. LDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

aber punktuelle operative Entscheide faellt. Schweizerischerseits befuerwortet man diese Rueckkehr zu urspruenglichem Modell und damit implizite Aufwertung OECD-Ministerkonferenz. Zur Loesung heutiger Probleme (Verschuldung, Rohstoffpreise etc.) sei groesserer Dialog und Koordination noetig.

CEE nach Luxemburg-Gifpel: Zwischen festgelegten Zielen (Vollendung gemeinsamen Marktes), welche bis 1992 Schaffung europaeischer Einheit bedeuten, und beschlossenen Mitteln besteht Unverhaeltnismaessigkeit. So sei 'Luxemburger Kompromiss' nicht abgeschafft worden. Positiv ist Oeffnung der EG im Technologiebereich zur 'variablen Geometrie'.

Zusatzprotokoll FHA zum Beitritt Spaniens und Portugals: EG habe tatsaechlich unter italienischer Praesidentschaft Spanien und Portugal Versprechen zulasten EFTA-Laender gemacht. R. bedauert Situation und sieht Ausweg in neuem EG-Verhandlungsmandat. Dies koenne nur durch harte EFTA-Haltung erzielt werden.

EUREKA: R., grosser Verfechter der 'variablen Geometrie', begruessst neue Art Zusammenarbeit in EUREKA. Sieht staatliche Beitraege sowie Schaffung von europaeischen Maerkten als notwendig. EUREKA muesse auch von Bestimmung ueber Ausrichtung europaeischer Industriestrategie begleitet sein.

Letzte Zeile

84 150 000 24655

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Empty box for references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Empty box for address (for telex to third parties).

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender name.

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

G5: In Anwesenheit SNB-Praesident Languetins gab sich R. beunruhigt durch neue operative Rolle G-5 (Beschluesse vom 22. September 1985) und befuerchtet Aushoehlung Funktion G-11 sowie Direktorium-Charakter der Beschluesse. Schweizerischerseits zeigte man sich pragmatisch.

*(a)Kohaerenz der wirtschaftspolitischen Massnahmen.

Letzte
Zeile

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Att. EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

[Empty box for references and initials]

Adresse (für Telex an Dritte)

[Empty box for address]

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

[Empty box for sender]

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
[Empty]	[Empty]	[Empty]	[Empty]	[Empty]	[Empty]

Kampagne zu Gunsten J.-P. Hocké:

Ueber den erfolgreichen Abschluss der Kamapgne zu Gunsten von J.-P. Hocké haben wir alle Posten mit separatem Telex vom 13. Dezember detailliert informiert. Beim Versuch einer politischen Beurteilung der Kampagne laesst sich folgendes feststellen:

Die schweizerische Kandidatur ist in den Entwicklungslaendern, insbesondere auch den mit Fluechtlingsproblemen konfrontierten Staaten (Aethiopien, Pakistan, Vietnam, Iran, etc.), auf ein sehr positives Echo gestossen. Obwohl diese Laender sich in der Regel bereits fuer Boutros Ghali bzw. van der Stoel ausgesprochen hatten, unterstuetzen sie zum Teil sehr aktiv Hocké als Konsensuskandidaten. Wir sehen darin auch eine Anerkennung der bisherigen Anstrengungen der Schweiz auf humanitaerem Gebiet, ihrer Neutralitaet und ihres Rufs als Land, das eine glaubwuerdige, an der Loesung von Sachfragen interessierte Politik betreibt.

Demgegenueber haben es die europaeischen Staaten an einer Unterstuetzung von Hocké fehlen lassen. Von den osteuropaeischen Staaten abgesehen, die sich nicht engagierten, sprachen sich diese Laender entweder fuer den EG-Kandidaten oder fuer einen der nordischen Kandidaten aus. Darin bestaetigt sich eine Tendenz, die wir mehr und mehr wahrnehmen (UNESCO-Konferenz Sofia, Weltfrauenkonferenz Nairobi), naemlich die Aufteilung der westeuropaeischen Gruppe in EG einerseits und nordische Laender andererseits. Mit Oesterreich als an sich natuerlichem Partner der Schweiz laesst sich, wie auch die

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender information.

Seite-Nr.

8

Header row for recipient codes with six boxes labeled 'Empfängercode'.

Kampagne Hocké gezeigt hat, nicht eigentlich rechnen.

Visite Arturo Cruz:

Le 9 décembre, l'Ambassadeur Rueegg a reçu le dirigeant d'opposition nicaraguayen Arturo Cruz, ancien membre de la junte, actuellement en exil. Il a été procédé à un échange de vues sur les événements en Amérique centrale au lendemain des élections au Honduras et au Guatemala, de même que sur l'évolution du processus de Contadora. M. Cruz a évoqué la situation nicaraguayenne dans la perspective de l'opposition extérieure. Il a fait état des divergences qui existent entre les diverses tendances de ladite opposition. Il estime que seul un engagement en faveur d'options centristes, respectueuses des droits de l'homme, sortirait son pays de l'impasse.

Letzte Zeile

34 150 000 2-4865

Datum:

Tel. intern

Visum:

ATL LDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

9

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Am 10. Dezember hat Appipapillai AMIRTHALINGAM, der Generalsekretär der TULF (Tamil United Liberation Front, die führende gemässigte Oppositionspartei in Sri Lanka), die Politische Abteilung II über die Lage in Sri Lanka aus seiner Sicht informiert und dabei insbesondere auf die Gefahren für aus der Schweiz allenfalls zurückgeschaffte Tamilen hingewiesen. A.A. ist von Parlamentariern in der Schweiz eingeladen worden.

Brunner.

NNNN

Letzte
Zeile

Datum:

Visum:

Teil. intern

Teil II

49. Sitzung des Exekutivkomitees in Sondersession (CESS) vom 11./12. Dezember. Schweiz. Delegation geleitet von Staatssekretär Sommaruga. Treffen war Gedankenaustausch über Handelsfragen (Standstill, Rollback und Perspektiven neuer GATT-Runde) und Verschuldungsproblem gewidmet.

1. Diskussion der Handelsfragen begann mit Mittagessen der Delegationschefs, zu dem GATT-Generaldirektor Dunkel als Gast eingeladen war. Dieser präsentierte Fahrplan für den von Vertragsparteien Ende November eingesetzten vorbereitenden Ausschuss (Prep Com) für die neue Runde. Da die Ministerkonferenz, an welcher Startschuss für neue Runde gegeben werden soll, für anfangs September 1986 geplant ist, sollte Prep Com Arbeiten Mitte Juli 1986 abschliessen. Rolle der OECD (Handelskomitee) wäre die Reflexion, um eine möglichst positive Verhandlungsplattform für die neue Runde zu erhalten, ohne aber in ein "ganging-up" der marktwirtschaftlichen Industrieländer mit einheitlichen Positionen zu verfallen. Gut aufgenommenen Ausführungen von Dunkel, die insb. auch der Substanz und Modalitäten der Arbeiten des Prep Com galten, schloss sich ausführliche Diskussion an. Plenarsitzung CESS über Handelsfragen begann mit Erklärung von Handelsdirektor Poincilit vom OECD-Sekretariat über bisherige Bemühungen im Handelskomitee, bis zur OECD-Ministerkonferenz 1986 Rollback-Aktionsprogramm zu erarbeiten. Er lancierte Appell an Mitgliedsländer, ihre Rollback-Submissionen von Mitte Oktober 1985 zu ergänzen bzw. zu verbessern, da erst ein relativ mageres Resultat vorliegt. Der Standstill behält auch seine grosse Bedeutung. Punkto Rollback stellte EG-Sprecher Fielding möglichen zusätzlichen Beitrag in Aussicht, dies insb. zwecks Schaffung einer Atmosphäre des Vertrauens in Genf (Prep Com). Rollback sollte laut Fielding dann in neue Runde integriert werden. Sommaruga stellte hingegen fest, dass der Rollback klar ein OECD-Konzept ist, das erst hier zu belassen ist. Das Resultat unserer Rollback-Bemühungen in der

OECD ist ein Test für die Renegoziation des Multifaserabkommens (läuft Ende Juli 1986 aus), wie es um unsere Glaubwürdigkeit steht, wie auch die Einhaltung unserer Standstill-Versprechen, die wir zuletzt anlässlich der zwei letzten OECD-Ministerkonferenzen abgegeben haben. Viele Sprecher bemängelten, dass trotz Wirtschaftserholung und Standstill-Erklärungen der Protektionismus in letzter Zeit weiter zugenommen hat. Fielding seinerseits hielt dafür, dass die Nichteinhaltung des Standstills der neuen Runde einen tödlichen Schlag versetzen würde. Die Minister könnten im April die Standstill-Erklärung der OECD-Ministertagung 1985 erneuern. Die Einigung der GATT-Vertragsparteien von Ende November im Konsensverfahren, ein Prep Com für die neue Runde zu schaffen, wurde einhellig begrüsst. Aber wurde davor gewarnt, die möglichen Schwierigkeiten im weiteren Vorbereitungsprozess zu unterschätzen. Japan, das in der Person Chibas Präsidenten der Vertragsparteien stellt, will sich für Erfolg im Prep Com besonders einsetzen. Es erinnerte auch an offene China-Frage. Sommaruga wertete Einigung der Vertragsparteien als politischen Erfolg, der zeigt, dass der Glaube an das multilaterale Handelssystem lebt. Nun kommt die grosse Arbeit im Prep Com. Die OECD kann die Analyse und Reflexion über fundamentale Probleme systemischer Art (Schutzklausel, Dienstleistungen) vorantreiben. Ferner könnten im OECD-Handelskomitee vermehrt Konflikte unter uns Industrieländer abgebaut werden, statt sie im GATT auszutragen. Die positive Sequenz internationaler Treffen dieses Herbsts (G-5 im September, Seoul im Oktober, GATT-Vertragsparteien im November) wurde gewürdigt. Alle Treffen betrafen direkt oder indirekt den Handel und geben zu Hoffnung Anlass für den Erhalt und die Stärkung des offenen multilateralen Handelssystems. Die engen Querbezüge zwischen allen weltwirtschaftlichen Problemen und deren Lösung (Wachstum, Währung, Verschuldung, Handel) wurden insb. abschliessend von Präsident Ruggiero hervorgehoben.

2. Endettement

Discussion a commencé par faire ressortir situation difficile dans laquelle se trouvent les pays endettés du fait ralentissement croissance dans pays industrialisés, baisse des prix des matières premières, forte réduction des prêts des banques commerciales, sans parler d'une certaine fatigue en matière d'ajustement.

Participants ont salué dans ce contexte plan Baker, considéré comme "timely", de même qu'accent qu'il met sur croissance, ajustment structurel et rôle Banque mondiale sans que rôle FMI et approche cas par cas soient remis en cause. Délégation américaine a laissé entendre que grandes banques américaines étaient prêtes a participer au plan Baker.

Plusieurs délégations ont néanmoins relevé que plan en question était loin de tout résoudre et que d'autres mesures complémentaires étaient nécessaires. Principales mesures peuvent être brièvement résumées comme suit: Politiques économiques et monétaires adéquates dans pays industrialisés pour assurer une croissance durable et non-inflationniste et faire baisser taux d'intérêt. Ajustement structurel dans pays industrialisés comme pendant à celui demandé aux pvd. Effort de financement des pays industrialisés, notamment par une attitude plus généreuse en matière de garanties aux risques à exportation et rééchelonnement pluri-annuels. Nécessité à plus ou moins longue échéance d'une augmentation du capital de la Banque mondiale et d'une reconstitution suffisante des ressources de l'IDA. Fait que la liste des 15 pays retenus dans plan Baker ne devrait pas être limitative, mais simplement indicative.

Secrétaire d'Etat Sommaruga s'est félicité du nouveau leadership exercé par autorités américaines, notamment par plan Baker, et a replacé ce dernier dans suite événements survenus depuis plusieurs mois avec accord G-5 de fin septembre et résultats positifs récente réunion parties contractantes du GATT. A rappelé qu'OCDE avait, déjà depuis des mois, attiré attention sur importance perfectionner stratégie endettement

et mettre nouveaux accents sur certains de ses éléments. A posé question à savoir si gouvernements ne devraient pas se montrer plus ouverts en matière rééchelonnements pluri-annuels et garanties risques à exportation pour pays endettés faisant efforts ajustement suffisants. A évoqué, entre autres choses, nécessité meilleure coordination entre tous les acteurs participant à stratégie et besoin faire respecter certaine discipline en matière financement (problème des arriérés) si intermédiaires financiers veulent pouvoir conserver leur crédit pour emprunter sur marchés financiers.

Gespräche Staatssekretär Sommaruga (So) (begleitet von Chef Integrationsbüro) in Den Haag, 9./10.12., standen unter Vorzeichen des Anfang 1986 beginnenden Vorsitzes NL in Gemeinschaft. Gesprächspartner: Wirtschaftsminister/Vizepremier Van Aardenne, Staatssekretär Aussenhandel Bolkestein und Generaldirektor für Aussenwirtschaftsbeziehungen Engering im Wirtschaftsministerium, Staatssekretär für europäische Fragen Van Eekelen, Generaldirektor für politische Angelegenheiten Jacobivits und Generaldirektor für europäische Zusammenarbeit Posthumus im Aussenministerium.

- NL-Seite erklärte sich mit Ergebnissen Luxemburg 2./3. Dezember befriedigt. Dass trotz deutlicher Unlust einzelner Mitglieder Resultate erreicht wurden, sei möglich gewesen, weil sich kein Staat habe isolieren wollen. Den Haag hofft, dass gleiches Motiv schliesslich auch zu Gutheissung in EG-Parlament sowie zu Unterzeichnung und zu Ratifizierung in nationalen Parlamenten führen werde, wobei Minister durch kluge Formulierungen im endgültigen Document unique noch zu Abbau von Widerständen beitragen könnten. Den Haag gedenkt auf jeden Fall neues Recht betr. Beschlussfassung schon nach Unterzeichnung (vor Ratifizierung) anzuwenden, da nur auf diese Weise Zeitplan für Verwirklichung Binnenmarkt eingehalten werden könne. - Mit Bezug auf neue GATT-Runde besteht weitestgehende Uebereinstimmung der NL- und CH-Standpunkte. - Implementierung Luxemburg: So unterstrich schweizerisches Interesse an konstruktiver Mitarbeit bei Ausarbeitung einheitlichen Zolldokuments und gemeinsamer Grundsätze bei Normenvereinheitlichung sowie an gleichgewichtigen ersten Schritten im Sektor Liberalisierung des öffentlichen Beschaffungswesens. - Wies nachdrücklich auf Konsequenzen hin, welche sich aus nicht rechtzeitiger, befriedigender Modifikation der EG-Position mit Bezug auf Uebergangsregelungen Spanien und Portugal ergeben müssten. NL-Seite liess durchblicken, dass neues Mandat in Vorbereitung sei. - Wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit: weitgehende Uebereinstimmung der Standpunkte bezüglich Eureka (Dynamisierung muss von Industrie, nicht von Behörden kommen, wobei Industrie sich natürlich den neuen von Eureka geschaffenen Dimensionen anpassen muss. Sekretariat soll nicht "verwalten", sondern Börse, Marktplatz für partner- bzw. projektsuchende Unternehmen sein). Standort Sekretariat: NL-Seite gab vor, dass nur Brüssel in Frage komme (einerseits um von bestehenden EG-Strukturen zu profitieren, andererseits auch um Eureka gegen Dominanz einzelner "Grosser" zu neutralisieren). Deshalb komme auch kein NL-Standort in Frage. So deutete CH-Disponibilität an, unterstrich aber, dass dies nicht mit Kandidatur gleichzusetzen sei. - Bilateral griff So das Problem des grauen Protektionismus auf, mit dem sich einzelne CH-Lieferanten in NL konfrontiert glauben.

ONUDI - Conférence générale

La transformation de l'ONUDI en institution spécialisée est maintenant juridiquement achevée. La Conférence générale qui a siégé à Vienne du 9 au 13 décembre sous la présidence efficace du Hongrois Endré Ivan, a approuvé toutes les recommandations et décisions présentées par le Comité des programmes et des budgets et par le Conseil. La nouvelle organisation a un directeur général (M. Dominguo Siazon, Philippines), un budget, un fonds de roulement, une structure de direction (5 directeurs généraux adjoints seront nommés dans les prochains mois) et un ensemble d'accords et de règlements qui président à ses relations extérieures et à son administration.

Les travaux nécessaires à la transformation ont pu être effectués dans un délai très court (6 semaines de réunions entre août et décembre) que plusieurs pays considéraient comme impossible à tenir. Les travaux de la Conférence générale, comme ceux des autres organes qui ont siégé cet automne, se sont déroulés dans une bonne atmosphère de coopération largement dénuée de considérations politiques. L'attitude pragmatique des pays en développement laisse présager une évolution positive des relations entre les groupes régionaux.

Le Conseil, sous la présidence de l'Ambassadeur Roethlisberger, a siégé un jour encore pendant la Conférence pour achever ses travaux sur le budget. En effet, il était nécessaire d'attendre les décisions de New York concernant les services communs du Centre international de Vienne. La majorité des pays occidentaux se sont montrés déçus des recommandations du CCQAB et de la Cinquième Commission qui ont entraîné une augmentation de plus d'un million de dollars du budget de l'ONUDI. La somme totale que les gouvernements devront financer par leurs contributions s'élève à 112,7 millions de dollars pour 1986-87. Cette somme représente l'ajustement au cours du dollar de décembre 1985. Mais seulement 90% du budget a été ajusté tenant ainsi compte partiellement de la proportion des dépenses effectuées en shillings et en dollars. La croissance nette est de 0,8%.

Quant au fond de roulement, à l'issue du Comité des programmes et des budgets, le Directeur général était revenu sur la décision portant sur 6 millions de dollars et avait demandé 3 millions supplémentaires. Le Conseil a accepté un total de 9 millions mais les 3 millions supplémentaires ne seront versés qu'en 1987 si cela est nécessaire et avec l'approbation du Conseil. Les Etats-Unis et la Suisse ont voté contre. Nous considérons en effet que, proportionnellement, 6 millions représentent un des plus gros fonds de roulement des organisations des Nations Unies. Il n'y a pas lieu de penser que l'ONUDI aura plus de difficultés financières qu'une autre organisation. Le retard dans le paiement des contributions qui est la cause principale de ces difficultés est un problème qui devrait être réglé par un système de motivations comme à l'OCDE. D'autre part nous voulions promouvoir le respect des décisions du Comité.

Le fonds de roulement a été voté et accepté par la Conférence par 79 oui, 2 non et 11 abstentions (Japon, Union soviétique, Byélorussie et Ukraine, RDA, Bulgarie, Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie, Angola et Guatemala).

La Conférence a approuvé le budget au vote par 78 oui, 11 non et 4 abstentions. Ont voté non : les Etats-Unis, le Japon, l'Union soviétique et ses républiques, la Mongolie et tous les pays de l'Est à l'exception de la Roumanie. Se sont abstenus : le Royaume-Uni, l'Angola, le Brésil et le Guatemala.

La Conférence a en outre approuvé des projets d'accords avec l'ONU, le PNUD, les institutions spécialisées et des lignes directrices pour les accords avec les organisations inter-gouvernementales et avec les gouvernements. A aussi été approuvée la participation de l'ONUDI au tribunal administratif du BIT et au fonds de pensions des Nations Unies.

Certaines questions ont dû, par manque de temps, être renvoyées aux prochaines sessions des organes directeurs mais sans que cela ne gêne le fonctionnement de la nouvelle ONUDI. Provisoirement l'organisation appliquera le règlement financier des Nations Unies. De même, le règlement actuel du personnel restera en vigueur jusqu'à l'adoption d'un nouveau. L'ONUDI a signé un accord avec l'Autriche mettant provisoirement en application l'ancien accord entre l'ONU et ce pays hôte.

Du point de vue suisse, à part le niveau du fonds de roulement qui pourrait créer un précédent pour d'autres organisations internationales, les décisions prises ont donné satisfaction à toutes nos préoccupations. L'atmosphère de coopération pragmatique et le rapprochement des groupes régionaux ne peut que réjouir. Le Directeur général s'est révélé franc, accessible et préoccupé de saine organisation et d'économie. Cela laisse espérer une efficacité accrue du travail de l'ONUDI. L'amélioration du dialogue avec la direction et une plus grande transparence sont de nature à faciliter la prise de bonnes décisions par les Etats membres.

Pourparlers économiques bilatéraux à Madrid des 12 et 13 décembre 85

Pourparlers se sont déroulés dans bonne atmosphère, avons apprécié attitude ouverte et franche adoptée par nos interlocuteurs. Pourparlers ont été centrés sur problèmes liés à intégration européenne, coopération technologique, problèmes économiques mondiaux et bilatéraux. Délégation suisse dirigée par Ambassadeur Lévy.

Lors entretiens avec Pedro Solbes, Secrétaire d'Etat pour les Communautés européennes, Guillermo de la Dehesa, Secrétaire général au commerce et Carlos Blasco, Directeur général des relations économiques internationales au MAE, il n'a pas été possible de rapprocher d'une manière décisive les points de vue respectifs concernant problèmes liés à négociation protocoles additionnels.

Lors rencontres avec plusieurs hauts fonctionnaires Ministère de l'industrie et de l'énergie, la délégation suisse a noté avec intérêt efforts déployés par administration pour stimuler développement technologique. Partenaires espagnols ont fait part leur grand intérêt et leurs espoirs pour coopération technologique européenne. Ministre Majo (industrie et énergie) a précisé que son pays entend être très actif dans programme EUREKA. Compte tenu niveau technologique relativement bas du pays, l'Espagne espère donner plus

d'attire en mettant également argument commercial (importance marché espagnol) dans la balance. Côté suisse a insisté sur importance qu'il attache aux conditions-cadres (partie III de la déclaration d'Hannovre).

Identité de vues s'est dégagée sur appréciation situation économique mondiale et plus particulièrement concernant endettement et nouveau round GATT.

Au chapitre questions bilatérales, délégation suisse a soulevé problèmes rencontrés depuis longtemps par industrie pharmaceutique suisse en Espagne (bas niveau des prix, durée excessive procédure d'enregistrement). Interlocuteurs ont manifesté certaine compréhension et ont promis nous remettre prochainement prise de position substantielle en la matière. Concernant climat général d'investissement en Espagne, nos partenaires ont assuré que libéralisation en cours va se poursuivre.

En marge ces entretiens, rencontre avec des représentants du patronat a eu lieu. Ambassadeur Lévy a aussi donné conférence devant asociación economica hispano-suiza. Dans ce cadre, milieux économiques suisses établis en Espagne ont fait part préoccupations en relation avec incertitude liée à l'entrée Espagne dans CEE et au blocage des négociations protocoles additionnels.

Commission des produits de base de la CNUCED a tenu sa 11e session du 2 au 13 décembre avec en toile de fond la crise de l'Accord international sur l'étain. Commission avait mandat de s'entendre sur des recommandations visant à assurer un meilleur fonctionnement des accords de produits. Elle devait également examiner le sort des matières premières qui ne font pas l'objet d'un accord international et poursuivre la discussion des moyens destinés à accroître la valorisation des produits de base dans les pays producteurs mêmes. L'approche plus réaliste des pays en développement et du Secrétariat et le désir de la plupart des pays occidentaux de ne pas conclure sur un échec facilitèrent une entente sur ces trois points.

Brunner.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 17.12.1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Interne Verteilerliste

Betrifft:

Wochentelex 51/85

VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

./.

- 2 -

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Baumgartner Herr Ruf Herr Bodenmüller	WER IND BAG RG BOD
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals		
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 17.12.1985

Informations- und Pressedienst

Sa 18. Dez. 85 08

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Wochentelex 51/85

VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Dublin	New York / UNO
Abu Dhabi	Guatemala	Oslo
Addis Abeba	Hanoi	Ottawa
Akkra	Harare	Panama
Algier	Havanna	Panmunjom
Amman	Helsinki	Paris
Ankara	Islamabad	Paris / OECD
Asuncion	Jakarta	Paris / UNESCO
Athen	Kairo	Prag
Bagdad	Khartoum	Pretoria
Bangkok	Kigali	Quito
Beijing	Kinshasa	Rabat
Beirut	Kopenhagen	Riad
Belgrad	Kuala Lumpur	Rom
Berlin DDR	Kuwait	San José
Bogota	Lagos	Santiago de Chile
Bonn	La Paz	Singapur
Brasilia	Lima	Sofia
Brüssel	Lissabon	Stockholm
Brüssel / Mission	London	Strassburg / Europarat
Budapest	Luanda	Söul
Buenos Aires	Luxembourg	Tananarive
Bukarest	Madrid	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Manila	Tel-Aviv
Caracas	Maputo	Tokio
Colombo	Mexico	Tripolis
Conakry	Monrovia	Tunis
Dakar	Montevideo	Warschau
Damaskus	Moskau	Washington
Dar es Salaam	Nairobi	Wellington
Den Haag	New Delhi	Wien
Dhaka		Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong	Genf / IO
Mailand	97 Vertretungen
München	+ 5 Generalkonsulate
New York	-----
Frankfurt	102 total
	=====

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 51/85

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- | | | |
|-------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| - Algier | - Lagos | - Peking |
| - Ankara | - Lissabon | - Prag |
| - Bagdad | - London | - Pretoria |
| - Bangkok | - Luxemburg | - Rabat |
| - Brasilia | - Madrid | - Riad |
| - Brüssel | - Mexiko | - Rom |
| - (Botschaft + Mission)
Budapest | - Moskau | - Santiago |
| - Buenos Aires | - Nairobi | - Stockholm |
| - Canberra | - New Delhi | - Strassburg Repr. |
| - Caracas | - New York/Swissobser | - Teheran |
| - Dar es Salaam | - Ottawa | - Tel Aviv |
| - Den Haag | - Oslo | - Tokio |
| - Dublin | - Paris (auch OECD) | - Warschau |
| - Helsinki | | - Washington |
| - Jakarta | | - Wien |
| - Kairo | | |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.